



LE CACHEMIRE : UN ENJEU GEOPOLITIQUE

POUR L'ASIE DU SUD

Y A-T-IL UNE SOLUTION AU CACHEMIRE ?

**Mémoire de géopolitique
du LCL Chand WANKHADE
dans le cadre de l'étude dirigée
"Asie du Sud"**

Directeur : Général Alain Lamballe

mars 2007

FICHE DOCUMENTAIRE

1. Le Cachemire : un enjeu géopolitique pour l'Asie du Sud
2. 2007_memoire_géop_cachemire enjeu géopolitique_LCL Chand Wankhade
3. LCL Chand WANKHADE (Terre) Inde
4. 12 mars 2007
5. Division B
6. Mémoire de géopolitique
7. La question du Cachemire constitue la principale pomme de discorde entre l'Inde et le Pakistan et a jusqu'à présent structuré leurs diplomaties respectives. Aux trois quarts peuplé de musulmans, ce territoire est tout à la fois revendiqué par l'Inde et par le Pakistan. Coupé en deux par une "Ligne de contrôle" depuis 1949, le Cachemire constitue donc un enjeu territorial renvoyant à la nature de l'identité nationale des deux États. Il a conduit ceux-ci à s'affronter à trois reprises (1947-1948, 1965 et 1999) et entretient une tension larvée. Jusqu'à ces derniers mois, le Pakistan semblait lutter avec une efficacité relative contre les mouvements qui, depuis son territoire, se livrent à des incursions en Inde et y commettent des actions terroristes.
8. Mots clés : Cachemire, Inde, Pakistan, terrorisme, ligne de contrôle.

LE CACHEMIRE : UN ENJEU GEOPOLITIQUE POUR L'ASIE

DU SUD

Sommaire

Première Partie :

Le problème du Cachemire

L'histoire du Cachemire

Présentation du conflit

Les causes du conflit

Deuxième Partie :

Les solutions du problème et l'avenir

Les solutions possibles

Le conflit afghan et l'avenir du Cachemire

Les nouveaux enjeux énergétiques et ses conséquences pour le Cachemire

INTRODUCTION

Le Jammu-et-Cachemire est un des anciens États princiers de l'Inde, dirigé par un mahârâja hindou jusqu'en 1947, mais dont la population était et reste majoritairement musulmane. Lors de la partition, le mahârâja Hari Singh refusa de rejoindre aussi bien l'Inde que le Pakistan et choisit de demeurer indépendant, ce qui était une option alors possible. Des guerriers Pathans, encouragés par le gouvernement pakistanais pénétrèrent alors sur le territoire kashmiri ce qui entraîna le mahârâja à demander l'assistance de l'Inde, qui repoussa l'invasion, et par suite obtint son intégration partielle dans la république fédérale.

Celle-ci ne se fit pas cependant sans peine. En 1950, L'article 370 de la Constitution indienne octroie à l'État indien du Jammu-et-Cachemire une relative autonomie vis-à-vis du pouvoir central. Il limite en effet ses domaines d'intervention aux questions relevant à la fois des compétences de l'Union indienne et de l'État fédéré "pourvu que le gouvernement de l'État en soit d'accord". Néanmoins le fonctionnement fédéral lui-même tempère cette résolution puisque le gouverneur est nommé par New Delhi. La portée de l'article initial est diminuée dès l'accord de 1975 entre Indira Gandhi et le leader du parti régional Sheikh Abdullah. De plus, les dispositions d'urgence de la Constitution indienne sont souvent convoquées en cas de troubles. La *President's rule*, mesure d'exception permettant de confier la gestion d'un État de l'Union au pouvoir central, pèse ainsi comme une épée de Damoclès lors des diverses négociations.

Depuis lors, l'Inde et le Pakistan s'affronte sur le problème de l'administration du Jammu-et-Cachemire, que les deux nations réclament dans son intégralité. L'Inde administre actuellement un peu plus de la moitié du territoire, le Pakistan un peu moins de la moitié et la Chine une toute petite partie, l'Aksai Chin, elle-même constituée d'une zone occupée depuis la guerre sino-indienne de 1962 et d'une autre donnée à Beijing par le Pakistan.

L'Inde et le Pakistan se sont affrontés au cours de trois guerres dans la région (1947-1948, 1965, 1971) et un conflit de moindre envergure au Kargil en 1999.

Dans le court terme, l'urgence est de favoriser la baisse de la tension pour éviter une guerre ouverte avec le risque nucléaire qu'elle comporte. Il est donc souhaitable de soutenir les tentatives de médiation entreprises successivement par la Russie et par les États-Unis, les deux principaux partenaires, respectivement, de l'Inde et du Pakistan. Il leur revient prioritairement de rétablir les conditions d'un dialogue minimal et de contribuer à établir des mesures de confiance permettant une désescalade, à charge pour

le Pakistan de mettre un terme aux infiltrations au Cachemire et pour l'Inde, d'y répondre par des signes tangibles. Dans un second temps, il est souhaitable que des partenaires reconnus puissent les aider à poursuivre ce dialogue pour traiter des problèmes bilatéraux. La position indienne de refus de toute médiation internationale sur le Cachemire semble aujourd'hui dépassée par l'internationalisation de fait du dossier et par la très grande réticence des deux pays à retrouver la voie d'échanges bilatéraux constructifs pouvant aboutir à la résolution du conflit . Ni en Inde, ni au Pakistan ne se dessinent les grandes lignes d'un compromis acceptable pour les deux parties. En revanche, l'évolution intérieure des deux pays et de la situation internationale pourrait être porteuse d'espoir. D'une part, en Inde, le conflit du Cachemire pourrait apparaître un obstacle à la reconnaissance de son rôle de grande puissance et à son développement économique. D'autre part, si les évolutions qui se dessinent au Pakistan se poursuivaient, l'Inde trouverait un partenaire plus ouvert avec lequel il lui serait sans doute plus aisé de trouver un terrain d'entente et de développer les liens économiques. Enfin, les États-Unis devraient pouvoir jouer un rôle majeur dans la résolution du conflit par leur position d'allié recherché par les deux parties, celles-ci n'ayant plus d'alliances majeures alternatives à l'alliance américaine.

PREMIERE PARTIE : LE PROBLEME DU CACHEMIRE

1.1 L'histoire du Cachemire

Le conflit opposant l'Inde et le Pakistan au sujet du Cachemire est profond, plonge ses racines dans le passé des deux pays et structure leurs relations bilatérales, tumultueuses depuis 1947. Cette rivalité ininterrompue, les trois conflits qu'elle a provoqués ont conduit à figer la situation sur le terrain, au détriment des populations concernées.



Le Cachemire aujourd'hui

Lors de l'Indépendance, les régions dont la majorité de la population est musulmane deviennent automatiquement pakistantaises, celles à majorité hindoue devenant indiennes. Cependant, les États princiers placés sous le protectorat britannique et ayant donc conservé quelque autonomie du temps de l'Empire des Indes ont le choix de rallier l'un ou l'autre des deux pays nouvellement créés. Parmi ces États princiers, le Cachemire constitue un cas particulier. Essentiellement peuplé de musulmans, il est gouverné par un prince hindou, le maharadjah Hari Singh, de la dynastie Dogra. Dans un premier temps, celui-ci tergiverse, refuse de choisir entre l'Inde et le Pakistan¹. Victime de raids de tribus pathanes venues du Pakistan et auxquelles se joint une partie de la population locale, le Cachemire demande

¹ Larry Collins et Dominique Lapiere, *Mountbatten and Independent India*, New Delhi, Tarang Paperbacks, 1995, p. 60

(en octobre 1947) à être rattaché à l'Inde pour contrer ces attaques. L'armée indienne combat dès lors celle du Pakistan, venue en renfort (mars 1948).

Le cessez-le-feu (1949) et la Guerre froide

A la demande de l'Inde, l'ONU intervient et négocie un cessez-le-feu. Celui-ci entre en vigueur le 1er janvier 1949. Les armées indienne et pakistanaise se retirent de part et d'autre d'une Ligne de contrôle qui divise de facto le Cachemire en deux : les deux tiers forment l'État fédéré indien du Jammu-et-Cachemire (capitale Srinagar), le Pakistan administrant le dernier tiers, qui comprend deux entités : l'Azad Cachemire ("Jammu-et-Cachemire libre", capitale Muzaffarabad)² et les Territoires du Nord (capitale Gilgit). Un référendum d'autodétermination doit être organisé par l'Inde (qui s'y refuse par la suite). La monarchie cachemirienne est abolie en 1952. En 1965, la question du Cachemire conduit de nouveau les deux États à se livrer une guerre que perd le Pakistan.

Le conflit du Cachemire est un élément déterminant des choix géopolitiques du Pakistan et de l'Inde au cours de la Guerre froide. Le Pakistan devient dans les années 1950 un des piliers de la présence occidentale en Asie et du "cordon sanitaire" établi autour du bloc communiste. Il est le seul pays asiatique à être à la fois membre du Pacte de Bagdad (CENTO, 1955) et du Pacte de Manille (OTASE, 1954). De leur côté les relations des États-Unis avec l'Inde restent tendues en raison de l'incompréhension américaine et notamment de John Foster Dulles, secrétaire d'État, vis-à-vis du non-alignement indien prôné par Nehru. Puis dans les années 1960 et 1970, à la suite des guerres indo-chinoise de 1962 et indo-pakistanaise de 1965 et 1971, se dessinent, d'une part, l'amitié russo-indienne et, d'autre part, le rapprochement entre la Chine, les États-Unis et le Pakistan.

L'apparition d'un islamisme militant (1989)

Le contentieux avec le Pakistan sur la question du Cachemire depuis l'indépendance des deux pays constitue un abcès de fixation pour l'Inde, les affrontements avec les insurgés et l'armée pakistanaise étant fréquents. Le spectaculaire rapprochement sino-américain en 1972 a fait craindre à l'Inde la perspective d'un triangle Chine-États-Unis-Pakistan dirigé contre elle. La guerre d'Afghanistan a renforcé le rôle du Pakistan, base arrière des résistants à l'occupation soviétique et bénéficiaire à ce titre d'importantes aides en provenance des États-Unis. Le retrait des troupes soviétiques en 1989 a coïncidé avec une reprise importante de l'insurrection au Cachemire, le Pakistan fournissant un appui logistique important aux militants islamistes. Depuis cette date, les combats ont provoqué la mort d'environ 20 000 personnes au Cachemire.

² Il est appelé POK (Pakistan occupied kashmir) par l'Inde et Azad Kashmir par le Pakistan.

Depuis 1989, au Jammu-et-Cachemire, le réveil d'un islam militant qui a pris le pas sur les anciens partis politiques (dont la Conférence nationale de Farook et Omar Abdullah) a en partie modifié les données de cette question que rend potentiellement explosive l'acquisition, en 1998, de l'arme nucléaire par les deux belligérants. Outre des affrontements sporadiques qui opposent régulièrement les deux armées, celles-ci se sont de nouveau combattues en 1999³. Au total, cette rébellion musulmane et l'intervention par l'armée indienne fait plusieurs dizaines de milliers de morts.

1.1.1 La géographie du Cachemire

Le Cachemire est une région montagneuse d'Asie, riche en eau, située à l'intersection de l'Inde (au sud), du Pakistan (à l'ouest), de l'Afghanistan (au nord) et de la Chine (au nord et à l'est). Cette région fait partie de la chaîne himalayenne ; son relief est très variable puisque la vallée est située à 305 m d'altitude alors que son plus haut sommet frôle les huit mille mètres. Le Cachemire est arrosé par de nombreux lacs et rivières et possède le plus grand glacier au monde après ceux du pôle nord et du pôle sud. La superficie du Cachemire indien est de 92 437 km², celle du Cachemire pakistanais de 78 114 km² et celle du Cachemire chinois de 42 685 km², soit au total 222 236 km². La population du Cachemire avoisine les huit millions d'habitants, dont une majorité musulmane. Le Cachemire indien a la particularité d'avoir deux capitales : une en été, Srinagar ; et une en hiver, Jammu.

1.1.2 L'économie du Cachemire

La principale donnée économique du Cachemire n'est pas, comme on pourrait le croire, la richesse de son sous-sol (bien qu'on soupçonne l'existence de grandes réserves de gaz et de pétrole ainsi que de minerais), mais bien la richesse immense que la montagne peut offrir : l'eau. En effet, Jinnah (à l'origine de la création du Pakistan en 1947) a déclaré que « le Cachemire est la veine jugulaire du Pakistan », d'où l'importance que le Pakistan accorde à cette région. La partition de 1947 a privé le Pakistan des cinq rivières du Pendjab (région de l'Inde frontalière au Pakistan). Or, ces rivières, dont les sources se situent au Cachemire sont vitales à l'économie du Pakistan. Le bassin de l'Indus, où se concentrent l'essentiel des richesses du pays, est en effet alimenté par les cinq rivières du Pendjab : la Jhelum, la Chenab, la Ravi, la Beas, et le Sutlej. De plus, lors de la dissolution de l'empire britannique, la partie nord de la géographie du Cachemire était méconnue et d'importants glaciers ont été oubliés. Or, l'eau est plus qu'indispensable à ces régions où il pleut autant que dans le Sahara.

³Report for Congress, *Kashmir : Recent Development and US Concerns*, 21/06/2002

La principale source de revenus du Cachemire était le tourisme. En effet, le Cachemire a souvent été décrit tel le paradis sur terre et attirait de nombreux touristes. Depuis le milieu des années 1980, le tourisme dans la région du Cachemire est déconseillé et les nouvelles violences de 1999 et les attentats de 2000 n'ont rien arrangé : la région est désertée et ses bénéfices dégringolent.

1.2 Présentation du conflit

La région du Cachemire (la région la plus militarisée du monde) est le théâtre d'un conflit opposant trois nations possédant l'arme nucléaire (Inde, Pakistan et Chine), parmi lesquelles les deux les plus peuplées au monde (Inde et Chine). Ce conflit débute en 1947 lorsque Londres accorde son indépendance aux Indes britanniques. Des restes de l'empire britannique vont naître l'Inde et le Pakistan mais une question se posa alors : que faire des états princiers non administrés directement par les Britanniques ? Il est proposé à ces états de choisir auquel des deux pays ils souhaitent être rattachés. Un seul de ces états ne parviendra pas à se décider : le Cachemire.

Quelques dates importantes

1947 : Dissolution de l'empire britannique des Indes et première guerre du Cachemire.

1949 : Délimitation des Cachemire Pakistanais et Indien.

1962 : Invasion chinoise en territoire indien.

1964 : La Chine devient une puissance nucléaire.

1965 : Deuxième guerre du Cachemire.

1971 : Indépendance du Pakistan oriental.

1974 : L'Inde devient puissance nucléaire

1980 : Le Pakistan est suspecté de posséder l'arme atomique.

1989 : Dissolution des institutions du Jammu et Cachemire et déploiement des troupes indiennes au Cachemire.

1996 : Élections au Cachemire.

1998 : Prolifération nucléaire en marche.

1999 : Troisième guerre du Cachemire, évitée de peu.

2000 : Recrudescence d'actes terroristes.

2002 : Nouvelle escalade dans la violence.

1.2.1 Détail des événements

1947 : lors de la dissolution de l'empire britannique des Indes, la population du Cachemire était majoritairement musulmane mais la maharaja dirigeant ce territoire était hindou de confession. Le Cachemire, n'arrivant pas à choisir quel pays auquel se rattacher, est attaqué par le Pakistan qui tente un coup de force : en octobre 1947, il envoie des troupes au Cachemire ne laissant au maharaja aucun choix. Celui-ci fait appel à l'aide militaire de New Delhi et la guerre commença entre les deux nations.

1949 : en janvier, l'ONU obtient un cessez-le-feu et une ligne de démarcation provisoire est tracée⁴. Celle-ci divise le Cachemire en deux : 37 % du territoire est donné au Pakistan et 63 % à l'Inde (Jammu et Cachemire) en attendant l'organisation d'un referendum. De son côté, le Pakistan ne peut pas s'approprier le dit territoire par la force. Cette même année, la Chine entre dans le jeu : elle conteste les frontières du Cachemire affirmant qu'elles lui ont été imposées. Cette situation mena au conflit entre l'Inde et la Chine de 1962.

1962 : en 1962, la Chine emploie de sa stratégie guerrière pour ravir les territoires de l'Aksai Chin et inflige à l'Inde sa plus cuisante défaite. L'Aksai Chin, ou "le désert des pierres blanches", est un vaste plateau désolé, à plus de 5000m d'altitude, à l'est du col de Karakoram. Il n'est qu'une dépendance sans valeur du royaume du Ladakh auquel son sort se trouve lié à l'invasion du Tibet par les Chinois et leur volonté de renforcer leur contrôle sur les provinces instables d'Asie Centrale. Le 20 octobre 1962, les troupes de l'armée populaire de Chine lancent une offensive sur le plateau de l'Aksai Chin et avancent de 18 kilomètres. L'Inde réplique aussitôt, cette guerre fait plusieurs centaines de morts. Le 18 novembre 1962, la Chine se retire mais garde le contrôle de 47 735 km² du plateau de l'Aksai Chin. Le désaccord avec l'Inde porte en totalité sur près de 120 000 km² aujourd'hui, pour l'essentiel au Nord-Ouest, sur l'Aksai Chin et au Nord-est, sur une grande partie de l'Himachal Pradesh. Les Chinois aujourd'hui opposent que les frontières initialement fixées lors du traité de Drangtsé signé en 1842 ne sont pas légitimes et n'ont été délimitées que par un alignement de bornes tracé au sol. Ils ajoutent qu'ils ne sont pas tenus de respecter le traité vu que le gouvernement de Pékin n'a pas été impliqué dans sa

⁴ REYNOLDS Nathalie, *Le Cachemire dans le conflit indo-pakistanaï*, Paris, L'Harmattan, 2005, p 35

rédaction (pourtant l'un des signataires, tibétain de naissance, avait rang mandarinal mais le Tibet et les tibétains étant rayés de la carte en 1962, le traité fut déclaré caduc). En fait, les Chinois ont construit la route de Lhassa à Kachgar à travers l'Aksai Chin, dans les années 50 après l'invasion du Tibet : celui-ci est maintenant une pièce essentielle de leur dispositif politique et stratégique pour relier et contrôler le Tibet annexé et de la province autonome et musulmane du Xianyang. Cette défaite conduit à l'isolement politique de l'Inde. Nehru songe à s'allier aux Etats-Unis mais finalement s'y refuse, Khrouchtchev est le seul à ne pas adopter le point de vue de la Chine, sauvant ainsi l'honneur de l'Inde ce qui signe définitivement la rupture sino-soviétique. L'Inde tire de sa défaite une leçon : plus que jamais, elle comptera sur ses propres forces dans le domaine de la sécurité. C'est vraisemblablement à cette époque que l'Inde commence à penser secrètement à l'arme nucléaire. En 1962 toujours, la Chine acquiert en plus un territoire de 5 180 km² dans le Karakoram, jouxtant les frontières du Pakistan, validé par traité et naturellement contesté par l'Inde. La Chine est depuis restée fermée à toutes négociations de règlement de ses différends frontaliers avec l'Inde. La Chine, en retrait depuis ce conflit, reste l'ennemi numéro un de l'Union indienne, derrière le Pakistan.

1964 : en 1960, les experts russes effectuant des recherches sur la bombe atomique en Chine sont rapatriés et des documents relatifs à son élaboration sont retrouvés par le gouvernement chinois. Il faudra ensuite quatre ans à la Chine pour arriver à construire sa propre bombe atomique.

1965 : le 5 septembre, le Pakistan, voulant s'appropriier la région de Rann de Kutch (province indienne), déclenche un deuxième conflit qui s'étend jusqu'au Cachemire. Une médiation soviétique débouche sur un cessez-le-feu le 8 août de cette même année⁵. Cette guerre fit cinq mille victimes, dont quatre mille pakistanais.

1971 : le Pakistan oriental se révolte, réclamant son indépendance. L'Inde soutient cette insurrection et celle-ci affaiblit considérablement l'armée pakistanaise, qui doit donc lutter sur deux fronts : celui du Pakistan oriental et celui du Cachemire. L'Inde, soutenue par la Russie, remporte la victoire. Les accords de Simla (signés en 1972) stipulent que les deux pays doivent désormais résoudre leurs différends par voie diplomatique. Cela gêne particulièrement le Pakistan qui souhaite une internationalisation du conflit. Cette défaite plonge le Pakistan dans un profond état de choc qui le mettra hors d'état de s'opposer à l'Inde.

1974 : dix ans après la Chine, l'Inde devient à son tour puissance nucléaire grâce aux technologies et au plutonium fourni par les grandes puissances occidentales (Canada,

⁵ A Lamb, *Kashmir. A disputed legacy 1846-1990*, Karachi, Oxford University Press, 1992, pp. 267-268

France, États-Unis, Angleterre, et Allemagne). À partir de cette année, la course à l'armement nucléaire entre l'Inde et le Pakistan, en retard technologique, débute.

1980 : Le Pakistan, aidé par la Chine obtient lui aussi la bombe atomique. L'Inde et le Pakistan s'entendent pour signer un traité de non-agression de leurs bases nucléaires respectives mais ne signent pas pour autant le traité de non-prolifération nucléaire. Le conflit du Cachemire entraîne cette prolifération car le Pakistan s'oppose au nucléaire indien. L'Inde s'arme face au nucléaire chinois et la Chine se prépare contre la menace nucléaire soviétique.

1984 : révolte Sikh au Pendjab et opération Meghdoot au Siachen. Cette année là, le Pendjab est en proie à une révolte séparatiste que l'Inde réprime fermement, vu la position stratégique de cette province, partagée entre l'Inde et le Pakistan, jouxtant les territoires du Cachemire et du Sind pakistanais instable. Le risque de dérive autonomiste est réellement contagieux à d'autres provinces de l'Inde, nonobstant le Cachemire. Cette révolte culmine par l'intervention Indienne du célèbre et hautement symbolique temple d'Or d'Amritsar où se sont retranchés les derniers rebelles. Par cette intervention, l'Inde s'emploie fermement à contrôler les provinces tentées par l'autonomie comme l'Assam, les territoires du Nord Est et le Cachemire bien sur, face au risque de démembrement de l'Union indienne. Le Premier ministre Indira Gandhi est assassinée de plusieurs balles dans la poitrine par deux sikhs appartenant à son service de sécurité. Le fils de la défunte, Rajiv Gandhi, prête aussitôt serment en qualité de Premier ministre par intérim. Le glacier de Siachen est le plus grand glacier du monde si l'on excepte les deux Pôles et il se déroule sur ses flancs la bataille la plus élevée du monde (au-delà de 5000 mètres)⁶. En avril 1984, l'Inde a conduit une opération connue sous le nom d'opération Meghdoot, en employant son armée de l'air pour déployer ses forces sur le glacier de Siachen puisque à l'époque, le glacier de Siachen n'était pas géographiquement relié à l'Inde. A ce jour, une évaluation suggère qu'entre 3000 et 10000 soldats sont déployés de part et d'autre de la ligne de front. Les Pakistanais, positionnés sur les crêtes, peuvent réapprovisionner la plupart de leurs troupes par la route puis à dos de mulets jusqu'aux cols tandis que l'Inde utilise toujours des hélicoptères et des avions pour transporter les approvisionnements, la nourriture et les soldats. D'après certains rapports, plus de 1300 soldats pakistanais sont morts dans cette guerre entre 1984 et 1999. Selon l'Inde, cette guerre aurait coûté à l'Inde 50 milliards de roupies et presque 2000 vies (jusqu' à 1997). Presque tous les décès sont dus aux conditions atmosphériques extrêmes. Les soldats souffrent de retardements mentaux dus au peu d'oxygène de la haute atmosphère, d'amputations et d'autres symptômes liés aux conditions climatiques extrêmes de la haute altitude.

⁶ SINGH Jasjit, *Kargil 1999: Pakistan's Fourth War For Kashmir*, New Delhi, Knowledge World, 1999, chapitre 3

1989 : après avoir laissé une certaine autonomie à la partie du Cachemire qu'elle contrôle, l'Inde, en 1982, tente à nouveau d'exercer son contrôle sur le Jammu et Cachemire mais une partie de la population s'insurge contre cette tentative de prise de pouvoir et s'allie à des groupuscules séparatistes. C'est en 1989 que les premiers attentats ont lieu. Suite à cela, New Delhi dissout les institutions du Jammu et Cachemire, y déploie ses militaires, et impose son pouvoir sur la région.

1996 : l'Inde organise (sous haute surveillance militaire) des élections au Cachemire cette année-là. La participation élevée de 58 %, compte tenu du contexte et de la situation violente présente à ce moment, exprime une certaine lassitude de la part de population face à l'impasse politique et les difficultés économiques causées par tant d'années de guerre.

1998 : en juillet, une tentative de réconciliation entre l'Inde et le Pakistan aurait pu déboucher sur des pourparlers si le Pakistan n'avait procédé à une série d'essais nucléaires qui de ce fait empêchent toute négociation. Cette même année, l'Inde et le Pakistan ont officiellement accès à l'arme nucléaire, soit dix après l'obtention officieuse de la bombe pour le Pakistan et seize ans pour l'Inde. Cette officialisation ne semble pas remettre en question les accords de Simla : l'Inde et le Pakistan affirment que la détention de l'arme nucléaire n'est que dissuasive, ceci afin d'éviter la généralisation du conflit comme en 1965.

1999 : des troupes de combattants soutenues par le Pakistan s'emparent de positions stratégiques à la frontière nord du Cachemire. Les combats durent près de six semaines. Heureusement, les pressions des États-Unis et de l'ONU permettent d'éviter *in extremis* une troisième guerre du Cachemire.

2000 : les actes terroristes au Jammu et Cachemire se multiplient. Des liens évidents entre les terrorismes afghan et cachemiri sont découverts. La tension s'accroît entre New Delhi et Islamabad : ceux-ci s'accusent mutuellement de terrorisme et de non-respect des Droits de l'Homme. Des combats éclatent à le long de la ligne de démarcation séparant le territoire cachemiri en deux. De nombreux soldats sont mobilisés et la tension est à son paroxysme.

2002 : la violence continue son ascension, elle atteint des sommets cette année-là : l'Inde et le Pakistan sont à nouveau au bord de la guerre. Près d'un million de soldats sont mobilisés de part et d'autre de la ligne de démarcation. Le gouvernement annonce à ses troupes qu'il est temps d'user de leur arme atomique. Le Pakistan déclare que les Musulmans ne se laisseront pas faire. La menace nucléaire est prise très au sérieux par l'Occident. Les États-Unis mettent le Pakistan sous pression et ce dernier affirmera qu'il empêchera l'infiltration de groupes armés au Cachemire. Mais ce discours n'aura que peu d'effet sur les activités terroristes.

1.2.2 La menace nucléaire

En 1998, l'Inde et le Pakistan ont tous deux procédé à des essais nucléaires. Cette démonstration de force a changé la façon dont chacun abordait le conflit : modification de l'équilibre régionale et nouvelles relations bilatérales. Quel est le risque d'une utilisation du nucléaire dans le conflit pour le Cachemire? Considérant le grand déséquilibre en matière de force entre le Pakistan et l'Inde, on ne peut pas totalement exclure l'utilisation d'une bombe nucléaire. Le Pakistan, étant géographiquement plus vulnérable que l'Inde, une attaque dans le désert du Rajasthan menacerait la survie du Pakistan et à ce moment, la meilleure échappatoire pour ce dernier serait d'utiliser la bombe nucléaire contre l'Inde. L'hypothèse la plus optimiste serait plutôt que le nucléaire ne serait utilisé que comme arme de dissuasion. Le fait que les deux pays ont l'arme nucléaire forcerait ces derniers à faire preuve d'une certaine réserve. Toutefois, selon la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées sur la prolifération nucléaire (Europe) « la situation actuelle en Pakistan n'élimine en rien les risques d'escalade non maîtrisée ou de mauvais contrôle politique sur les forces nucléaires ».

1.2.3 La crise de Kargil

En mai de cette année, des indépendantistes cachemiris soutenus par les forces armées spéciales de l'armée Pakistanaise s'infiltrèrent au-delà de la ligne de contrôle en aval du glacier de Siachen, au cours de manœuvres militaires menées et à la barbe de l'armée Indienne. Cette crise est au début manœuvrée par le Pakistan suite aux événements lointains du Kosovo : Le Pakistan qui contrairement à l'Inde à toujours voulu un débat international sur la question du Cachemire tente alors d'allumer la mèche dont il pense que l'issue est un règlement Onusien comme au Kosovo. L'ONU peut alors faire pression sur l'Inde pour organiser un référendum sur le rattachement du Cachemire⁷. Mais cette stratégie est la stratégie du désespoir quand on sait le faible rôle que l'ONU a pu jouer dans le règlement du conflit des Balkans. Ces manœuvres désirées par le général Mousharraf sont condamnées par la communauté internationale, l'Inde réagit fermement en engageant d'importants moyens militaires sur le terrain, 20 000 soldats sont déployés, des dizaines d'avions et bombardiers volent sur une ligne de front qui s'étend sur 120 kms de long, pilonnant les positions Pakistanaise juchées sur les hauteurs Le 10 juillet 1999, les deux pays s'entendent sur un retrait mutuel des zones de combat. Mais ce retrait des troupes provoque une grave crise dans les rangs d'armée pakistanaise et ne pardonne pas au président Sharif d'avoir cédé à la pression des Etats Unis. En octobre, Mousharraf renverse le pouvoir sans effusion de sang et décrète l'état d'urgence. Cette action suscite une grande inquiétude en occident qui se traduit par une série de mesure et de déclarations.

⁷ The kargil Review Committee Report, *From Surprise To Reckoning*, New Delhi, Sage Publications, 1999, pp.49-52

Le coup de semonce est venu du directeur du Fonds monétaire international (FMI) qui assure qu'Islamabad ne percevrait aucun acompte sur le prêt de 1,6 milliard de dollars. A Londres, le Commonwealth annonce qu'il interdit à la junte militaire de participer à ses sommets. Kofi Annan exhorte les militaires pakistanais "à essayer de revenir à un gouvernement civil dès que possible". L'Inde place à nouveau ses forces en état d'alerte maximum mais Mousharraf averti publiquement l'Inde sans la nommer de ne pas tenter de profiter de la situation de faiblesse du Pakistan pour s'attaquer aux intérêts pakistanais. Les puissances nucléaires reconnues depuis les essais de 1998 n'ont pas empêché la nouvelle crise de 1999 et l'instabilité politique. La crise comportant d'importants risques d'escalade entre les deux pays nucléarisés n'est pourtant qu'une crise et non pas une guerre. Il semble que la dissuasion nucléaire ait eu une influence sur l'absence d'escalade et le règlement rapide du conflit entre les deux pays, la réaction de la communauté internationale et notamment des Etat Unis (aidé par la neutralité affichée de la Chine) a joué un grand rôle en ce sens⁸.

1.3 Les causes du conflit

1.3.1 La géographie comme une cause

Si la géographie est un savoir qui prend en compte aussi bien les hauteurs des montagnes, la longueur des fleuves, etc. que les données sociales et économiques, c'est qu'elle répond d'abord à un besoin fondamental, celui d'agir sur le terrain. La géographie recense ces informations dont la plus ou moins grande précision apporte à celui qui les détient un avantage décisif dans un conflit. Détenir les clés géographiques est la base de la géopolitique et de la géostratégie militaire. La sanction d'une méconnaissance géographique, c'est inévitablement la guerre. La topographie particulière du Cachemire, extrêmement montagneuse, a eu inévitablement des conséquences sur la problématique d'une partition déjà compliquée. Lors de la partition, la principale donnée économique du Cachemire fut oubliée car il faut moins chercher dans les richesses du sous-sol que dans la richesse immense et inattendue que la montagne peut offrir : l'eau fut l'élément oublié de la partition. En déclarant que le Cachemire était « la veine jugulaire du Pakistan », Jinnah soulignait un fait géographique d'importance stratégique considérable. Dans ces régions, l'eau n'est pas « nécessaire » à la vie, elle est la vie même et cette expression prend tout son sens à cette latitude égale aux déserts du Baloutchistan, du Rajasthan et du Takla-Makhan, où il pleut paraît-il moins que dans le Sahara. La partition de 1947 a privé le Pakistan des sources des rivières du Pendjab (de la Jhelum, la Chenab, la Ravi, la Beas et le Sutlej, rivières qui donnèrent le nom à la province du Pendjab), or ces cinq rivières qui

⁸ SINGH Jasjit, *Kargil 1999: Pakistan's Fourth War For Kashmir*, New Delhi, Knowledge World, 1999, pp. 153-159

prennent leur sources au Cachemire sont vitales pour l'économie du pays. Le bassin de l'Indus dans lequel vit la plupart de la population pakistanaise et se concentre toutes les richesses du pays est alimenté par les eaux du fleuve et de ses affluents. Cette richesse ajoutée à la formidable calotte glaciaire des régions du Nord, ne provient que d'une seule et même origine : les montagnes du Cachemire. Sans parler du caractère sacré de l'Indus, conquérir ces hautes terres permettrait au Pakistan de contrôler tout le cours de l'Indus dont la source se situe sur les terres annexées tibétaines de l'allié chinois.

La contestation ouverte pour le territoire du Siachen commença quand l'Inde s'inquiéta des permis d'ascensions délivrés aux alpinistes par les autorités Pakistanaises, dans la zone qui n'était pas clairement définie par les cartes encore dans les années 80. Après l'occupation indienne du glacier de Siachen, le Pakistan parlera précisément " d'agression cartographique " de part de l'Inde, mettant indirectement le doigt sur l'importance des lacunes cartographiques de ces régions reculées et ses conséquences sur un conflit qui n'en finit plus. Il s'agit maintenant, pour les belligérants, de défendre jusqu'au dernier arpent de glace, le territoire de la nation ! Chose extraordinaire, ni en 1947, ni en 1949, ni les gouvernants, ni les officiers supérieurs qui ont dessiné et cosigné le tracé la ligne de contrôle sur les cartes topographiques n'ont jugé utile de la poursuivre jusqu'à la frontière chinoise. Avaient-ils la connaissance géographique de ces régions reculées pour pouvoir décider d'un quelconque tracé de frontière ? Probablement pas. Le texte d'accord mentionne simplement qu'après le point NJ9842, la ligne "remonte au nord vers les glaciers ". Cette grande imprécision laissera le champ ouvert aux contestations quand les deux pays voudront s'approprier, 35 ans plus tard, le glacier du Siachen en 1984. La guerre du Siachen a commencé précisément là où s'arrêtent les cartes géographiques, au Nord du point NJ9842. L'Inde revendique sa frontière le long des hautes crêtes des monts Saltoro jusqu'au sommet du Gasherbrum (8068m), en passant par les cols stratégiques de Bilafond et de Sia. Le glacier de Siachen serai donc indien pour Delhi, prétextant l'argument hydrographique : La rivière Nubra qui coule en aval du glacier du Siachen et qui arrose les terres du Ladakh indien doit leur revenir jusqu'à sa source. Le Pakistan en revanche revendique la frontière établie par les accords de 1949 c'est à dire, celle qui coupe le glacier de Siachen en deux, l'amont lui revenant de droit. Aujourd'hui, les nouvelles techniques d'observation militaires (notamment d'observation satellite, les techniques d'observation sans pilote, drones) et le renforcement des moyens de communication, améliorent la surveillance de la ligne de contrôle et stabilisent les forces en jeu. Des invasions similaires à celle de 1962, voire à celle de 1999 ne seraient plus possibles, d'autant que ces régions extrêmement montagneuses ne permettront jamais de percées rapides et significatives. Elle permet l'infiltration de petits groupes d'hommes armés dont l'activité terroriste au Cachemire est toujours actuellement plus significative avant ou après l'hiver, lorsque les hauts cols sont accessibles après la fonte des neiges. La méconnaissance géographique de cette région montagneuse qu'est le Cachemire fut

probablement l'une des nombreuses causes du conflit. L'enclavement et la topographie très montagneuse de cette partie du monde en éviteront peut-être au final une dérive. Certains territoires comme le glacier de Siachen, le massif du Kailash ou l'Aksai Chin restent très difficiles d'accès, isolés par les champs de mines et la ligne de contrôle infranchissable. Ils sont plus accessibles à une exploration satellite qu'à une exploration humaine. C'est toujours « blanc sur la carte » au Cachemire.

1.3.2 Trois stratégies nationales autour du Cachemire

Le point de vue pakistanais

Le Pakistan, bien que bâti sur une structure fédérale, fonde son unité sur le rassemblement de musulmans. À la suite de la Partition de l'Empire des Indes britanniques en 1947, de gigantesques transferts de population eurent donc lieu, de sikhs vers l'Inde et de musulmans vers le Pakistan. C'est donc la poursuite de cette démarche que demande le Pakistan au vu des 94 % de musulmans présents au Cachemire. Étant donné le rapport de force entre l'Inde et le Pakistan, ce dernier ne peut lutter face au boom indien, tant démographique qu'économique et militaire. C'est pourquoi Islamabad s'est engagé dans un processus d'internationalisation afin d'impliquer le concert des nations dans un règlement multilatéral. Le Pakistan réclame donc depuis 1947 l'application du principe onusien de l'autodétermination assistée par des observateurs : internationaliser le conflit est un moyen de s'assurer des appuis extérieurs qui contrebalancent le poids indien dans les possibles négociations. Ainsi, le Pakistan est susceptible d'éviter toute forme de chantage de la part du camp indien. La cession à la Chine d'une partie infinitésimale des Territoires du Nord en 1963 a ainsi permis au Pakistan de s'assurer les bonnes grâces d'un allié de poids, qui a officiellement soutenu sa position d'un référendum au Cachemire, prenant ainsi le contre-pied de la diplomatie indienne. Néanmoins, cette revendication n'a jusqu'ici que peu abouti. Dès lors, le recours au financement des factions musulmanes séparatistes militarisées peut être interprété comme un pis-aller illégal au recours onusien légal. C'est en effet un moyen de provoquer le délitement intérieur indien au Cachemire afin d'obtenir une forme d'autodétermination qui ferait sans nul doute la part belle au Pakistan.

Le point de vue indien

New Delhi voit d'un œil inquiet les revendications cachemiries d'indépendance dans la mesure où elles remettent en cause l'origine même de l'Inde. Pour ce régime laïc à

structure fédérale, l'assimilation du Cachemire est en effet la preuve même de la réussite de son modèle politique, capable de coiffer par un pouvoir central réduit à l'essentiel des entités régionales diverses et partiellement autonomes grâce à leurs assemblées. La perte du Cachemire, de quelque façon que ce soit, serait donc une porte ouverte à toute aspiration de même nature dans le reste de l'Union, et donc une menace à terme pour sa structure étatique. Du fait même de sa position politique sur le Cachemire, l'Inde refuse donc tout pluripartisme dans les négociations avec le Pakistan. Elle estime en effet que le conflit doit être réglé en "interne", au sein de l'Union indienne, puisque c'est son modèle d'assimilation qui est remis en cause. C'est pour cette même raison qu'elle tente de circonvenir les pourparlers avec le Pakistan dans un échange bilatéral, dénonçant comme ingérence toute tentative tierce officielle de se constituer en arbitre. Après la fin de la guerre avec le Pakistan en 1965, l'Inde a ainsi obtenu avec l'accord de Simla de 1972 le principe d'un règlement uniquement bilatéral. Ce cadre restreint lui permet d'instaurer à la table des négociations un rapport de force avec le Pakistan qui lui est favorable et ainsi d'imposer ses vues plus facilement.

Le point de vue chinois

Le rôle de la Chine dans le conflit va en croissant. Pour ce régime à pouvoir central fort, il s'agit d'affirmer son autorité dans des territoires qu'elle a longtemps délaissés en raison de leurs difficiles accessibilités. Mais sa montée en puissance passe aussi par une maîtrise complète du territoire national, le développement des infrastructures routières déjà mentionnées en étant la preuve.

DEUXIEME PARTIE : LES SOLUTIONS DU PROBLEME ET L'AVENIR

2.1 Les solutions possible

2.1.1 La LoC comme de Frontière Internationale

Le Pakistan conteste la revendication de l'Inde et veut que le Cachemire à majorité musulmane fasse partie du Pakistan. Officiellement le gouvernement indien est engagé à reprendre le Cachemire occupé, mais les experts disent que la reconversion de la LoC en frontière internationale est une solution possible et réaliste au conflit du Cachemire.

2.1.2 La trifurcation de J&K

L'idée de diviser l'état de Jammu et Cachemire -- comme le dirigeant pro-pakistanaï de Hurriyat et son ancien président S.A.S. Geelani l'a proposé et ensuite rapidement démenti -- découle de l'infâme plan Dixon. Il fut lancé dans les années 60 par un sénateur américain qui proposait qu'un état musulman indépendant soit créé à partir de ces régions et contrôlé par l'Inde et le Pakistan. L'état proposé devrait, selon les partisans de ce projet (principalement des groupes d'experts occidentaux), inclure la Vallée du Cachemire, Rajouri et Poonch et les parties à majorité musulmane des districts de Udhampur et Doda de la région de Jammu.

2.1.3 Revenir à la situation d'avant 1953

Le rapport d'autonomie soumis au Centre en janvier 2000 par le gouvernement de Farooq Abdullah demande la restauration du statut d'autonomie d'avant 1953. Cela inclut de redonner les titres de *sadr-e-riyasat* (pour le gouverneur) et le Premier Ministre (pour le ministre principal). Le rapport fait aussi une remarque particulière pour l'octroi de pouvoirs à trois régions fondées sur trois religions distinctes : le Cachemire à majorité musulmane, Jammu à majorité hindoue et le Ladakh à majorité bouddhiste. En mai 2000, le gouvernement a établi une commission de secrétaires dotés de grands pouvoirs pour examiner le rapport d'autonomie.

2.1.4 La solution JKLF

Jammu et Cachemire devient un pays indépendant pour 15 ans avec un système de gouvernement démocratique, fédéral et laïque. L'Inde et le Pakistan ne violeraient pas les frontières du Cachemire pendant cette période et son territoire ne pourrait pas être utilisé par un des pays pour son propre dessein. Après 15 années un referendum serait tenu au Cachemire sous la supervision directe des Nations Unies et la population de l'état indépendant décidera si elle reste indépendante ou si elle devient une partie de l'Inde ou du Pakistan. Une formule en cinq phases sera mise en œuvre par un Comité International du Cachemire de 11 membres (IKC)

La formule

Le Comité International du Cachemire(IKC) : Les 11 membres du IKC seront constitués du Secrétaire Général des Nations Unies et d'un représentant chacun des 5 pays, de l'Allemagne, du Japon, de la Conférence islamique (OIC) et deux du Mouvement des Non-alignés (NAM). Ces membres mettront en œuvre la formule en cinq phases avec l'aide des Gouvernements de l'Inde et du Pakistan.

Première Phase: L'IKC marquera les détails de la formule, signera un accord avec l'Inde, le Pakistan et les parties du Cachemire et le fera enregistrer par les Nations Unies.

Deuxième Phase: Retrait des forces de sécurité hors du Jammu et de Cachemire par l'Inde et le Pakistan. Les mercenaires étrangers opérant dans la Vallée seront évacués et renvoyés dans leurs pays respectifs.

Troisième Phase: Désarmement de tous les groupes activistes Cachemiris, y compris les groupes anti-terroristes mis en place par l'Inde. Faciliter le retour de tous les Cachemiris émigrés de Jammu, d'Inde et d'Azad Cachemire dans leurs maisons dans la Vallée.

Quatrième Phase: L'IKC ouvrira toutes les routes intérieures du Cachemire fermées depuis le cessez-le-feu de 1949 et reconstituera l'État. Un gouvernement d'intérim, représentant toutes les régions, toutes les religions et tous les partis politiques, sera établi pour aider l'IKC. Un projet de Constitution sera rédigé prévoyant un état fédéral démocratique ayant cinq provinces -- la Vallée du Cachemire, Jammu, Ladakh, Azad Cachemire, le Gilgit-Baltistan avec une représentation égale dans la Chambre Haute au gouvernement central et dans la Chambre Basse dépendant de la population.

Cinquième Phase: Au bout des 15 années il y aura un referendum sous la supervision des Nations Unies où la population de l'État décidera si elle reste indépendante ou si elle s'aligne avec l'Inde ou si elle fusionne avec le Pakistan.

2.1.5 La solution "Andorre"

L'Andorre, comme le Cachemire, est une petite principauté située sur la frontière franco-espagnole. Comme le Cachemire, l'Andorre a été réclamé par l'Espagne et la France comme Co-principauté depuis 803 après J.C. Les deux pays sont arrivés à un accord en 1993 seulement et ont donné une constitution indépendante à l'Andorre, réduisant ainsi leur hégémonie sur ce petit état.

Comment transposer le cas de l'Andorre au Cachemire :

1. L'Inde et Pakistan déclarent la Ligne de Contrôle comme la Frontière Internationale.
2. Incorporer formellement les parties autres que la Vallée de Cachemire dans leurs pays.
3. Garantir conjointement une autonomie proche de l'indépendance, pour la vallée de Cachemire.

2.2 Le conflit afghan et l'avenir du Cachemire

Le conflit afghan n'a pas modifié les relations entre l'Inde et le Pakistan. Mais il en a exacerbé la tension. Le Cachemire reste la principale pomme de discorde entre les deux voisins. Mais la communauté internationale a réalisé, après l'engagement américain contre les Taliban, que ce n'était pas simplement un conflit bilatéral. L'équilibre de toute l'Asie centrale et de l'Asie du sud est en jeu. Les attentats du 11 septembre et la riposte militaire de Washington contre l'Emirat islamique d'Afghanistan ont indubitablement métamorphosé le visage international du Pakistan. Le Pakistan doté de la puissance nucléaire et incarnant le sanctuaire du fondamentalisme musulman, est devenu pour l'administration Bush un allié précieux des Etats-Unis, ayant fait le choix courageux de lutter contre le terrorisme aux côtés des pays de la coalition. Dans leur guerre afghane, les Etats-Unis ont eu besoin de l'appui d'Islamabad pour des raisons logistiques et tactiques : déployer des bases militaires sur son territoire, fournir des informations sur les réseaux islamistes afghanopakistanaï, boucler la frontière, soutenir les forces anti-Talibans dans le Sud et participer à la traque des combattants d'Al Qaeda après la victoire de l'Alliance du Nord à Kaboul. Une évolution subie et non pas voulue, Washington étant le premier bailleur de fond d'un Pakistan au bord de la faillite. Les attentats du 11 septembre ont donné l'occasion au président Pervèz Mousharraf de réviser sa politique afghane. Il ne

voulait plus de ce soutien aux Talibans qui n'a rien apporté au Pakistan, sauf le mettre au ban de la communauté internationale. La crise afghane a entraîné des changements fondamentaux dans la politique pakistanaise. Sur le plan international : l'amélioration des relations stratégiques avec les Etats-Unis et la fin du soutien aux Talibans. Sur le plan intérieur : l'interdiction des mouvements islamistes et l'arrestation de leurs militants. Les partis religieux ont perdu toute crédibilité après la chute des Talibans. Du côté indien, le reflux de l'onde de choc détruisant le pouvoir taliban s'est manifesté de manière d'autant plus violente que le pays a subi deux attaques terroristes extrêmement graves. L'une, le 1 octobre 2001 contre l'Assemblée de Srinagar ; l'autre le 13 décembre, contre le Parlement de New Delhi⁸. Le renforcement du front jihadiste cachemiri dont les deux attentats dérivent, ont amené l'Inde et le Pakistan au bord de la guerre. Des milliers de soldats ont été déployés le long de la «ligne de contrôle» qui sépare les deux voisins ; les violents incidents frontaliers ont alors été quotidiens. Une situation beaucoup plus dangereuse que la tension habituelle dans la région. A chaque fois, il a fallu que les Etats-Unis jouent le rôle de facilitateur pour contenir une situation plus que périlleuse, sans que la question du Cachemire ne soit véritablement résolue. C'est dans ce contexte d'extrême tension que les Etats-Unis ont inscrit Lashkar-i-Taiba et Jaish-i-Mohammed sur la liste des organisations terroristes étrangères et ont sommé le président général Mousharraf de se joindre à cette initiative politique. La contrainte belliciste de New Delhi a amené Washington à exercer sur Islamabad des pressions telles que le 12 janvier 2002, Mousharraf s'est exprimé devant la nation. Une démarche destinée également à apaiser les Etats-Unis. Toutes les madrasas devaient se faire immatriculer auprès des autorités avant le 23 mars 2002, tout comme les étudiants étrangers ; et surtout, Jaish-i-Mohammed et Lashkar-i-Taiba, ainsi que d'autres groupes islamistes ont été dissous. D'aucuns survivent de manière plus ou moins cachée. Simultanément depuis janvier 2002 un cycle d'attentats contre des intérêts occidentaux et ceux des chrétiens pakistanais a dramatiquement fait vaciller la posture précieuse qu'Islamabad avait construite à partir de sa participation à la lutte contre les Talibans. D'autant que les combattants d'Al Qaeda et Oussama Ben Laden lui-même ont trouvé refuge dans les zones tribales pachtounes du Sud Waziristan. Pervez Mousharraf essaie de résoudre la quadrature du cercle. Il ne peut renoncer à la cause du Cachemire qui légitime la toute-puissance de l'armée au Pakistan et cimente l'unité nationale. Mais il veut se séparer de groupes fondamentalistes qu'il contrôle de moins en moins alors qu'il les a utilisés auparavant au Cachemire et qui sont évidemment les mêmes que ceux qui se battent en Afghanistan. Les attentats de ces derniers mois visent autant les intérêts étrangers que Pervez Mousharraf. Les islamistes refusent d'être ainsi désavoués d'un coup. La position de New Delhi s'est donc fortifiée face à un Pakistan qui s'est dévoilé être un foyer du néo-fondamentalisme musulman transnational. Dans une perspective de moyen et long termes, le fait que l'Inde soit apparue comme une victime du terrorisme islamiste, à

l'instar des Etats-Unis, a incité ces derniers dans la résolution de poursuivre le rapprochement en cours entre les deux pays.

2.2.1 Prospective pour l'avenir du triangle Etats-Unis /Inde/Pakistan

En octobre 2003, un groupe d'étude américain indépendant sur l'Inde et l'Asie du Sud, parrainé par le Council on Foreign Relations et l'Asia Society, a lancé un appel au Congrès et à l'administration Bush pour faire de l'Asie méridionale une priorité de politique étrangère : si une telle décision n'intervient pas, la région pourrait connaître des crises qui seraient une menace majeure pour la sécurité nationale des Etats-Unis. Insistant, en effet, sur le fait que «l'engagement des Etats-Unis devrait être plus suivi et davantage tourné vers l'avenir. Les Etats-Unis devaient engager des initiatives diplomatiques à long terme – et non pas en tant que médiateur ou arbitre – pour soutenir les efforts intermittents de l'Inde et du Pakistan pour trouver une solution à leurs différends. Les forces centrifuges au Pakistan sont d'une telle puissance que seul un pouvoir fort peut assurer une hypothétique restauration de la démocratie au sein d'une société tirée par la misère. Cette ligne démocratique devra reposer sur de profondes réformes dans l'éducation et la lutte contre la pauvreté appuyée à moyen terme par une bourgeoisie commerçante bénéficiant de la retombée des oléoducs et des gazoducs provenant arriveront d'Asie centrale. L'Union indienne devrait se rapprocher de plus en plus d'Islamabad afin de lui prodiguer une cure de soutien et de modernisation. Cette évolution devrait réduire les tensions et la question du Cachemire trouvera une solution bilatérale de semi-autonomie avec l'Inde. A l'avenir, un conflit de haute intensité avec l'Inde n'est plus réellement concevable, le risque à moyen terme est une implosion territoriale du Pakistan.

2.2.2 La nouvelle donne américaine

Bien savant celui qui pourra prédire l'avenir d'un conflit, d'un imbroglio géostratégique resté bloqué un demi siècle durant. Pourtant, les évènements internationaux récents ne peuvent être sans conséquence sur le conflit cachemiri et donnent quelques pistes de réflexion sur le devenir du conflit. Le 11 septembre 2001 est une date fatidique pour la géostratégie du Moyen Orient et par ricochet, pour le conflit du Cachemire. L'Afghanistan occupé par les troupes de la coalition, les Etats-Unis renforcent leur entente avec le Pakistan qui perdurait depuis l'invasion soviétique en Afghanistan. Face aux pressions américaines, le Pakistan a fait le choix difficile de trahir les anciens alliés

taliban et d'aider les Etats-Unis à combattre le terrorisme. Le renforcement de l'influence diplomatique américaine au Moyen Orient et particulièrement au Pakistan change la donne. Les fondements de la légitimité politique du Pakistan, dont l'idée fondatrice fut autrefois la défense du monde musulman contre le communisme, sur la construction d'un socle musulman face à l'hégémonie indienne en Asie (dans le but d'un possible retraite vers l'Est en cas d'attaque indienne), la diabolisation du voisin indien et la conquête du Cachemire, s'en trouvent bouleversés. L'armée pakistanaise opère un changement radical de comportement en renonçant à sa politique de soutien aux mouvements djihad afghans et fait le choix courageux mais périlleux de lutter contre le terrorisme aux cotés des pays de la coalition. La cause du djihad perdue, le Pakistan pourrait être tenté de reconquérir le soutien des militants islamistes en soutenant leurs actions terroristes au Cachemire car l'enjeu pour le président Mousharraf est énorme : le risque est de perdre le contrôle des mouvements séparatistes cachemiris, voire de perdre le soutien de la population pakistanaise si la cause du Cachemire, ciment de l'unité nationale, passait aux oubliettes. Il resterait quelques 3000 militants séparatistes cachemiris armés en territoire indien. Privés de soutien logistique, les plus déterminés pourraient être tentés en dernier recours, par des opérations suicides et accroître les attentats contre les intérêts indiens au Cachemire ou directement contre le président Pervèz Mousharraf lui-même comme cela s'est passé début 2004. Par ailleurs, le Pakistan ne peut se passer des Etats-Unis, premier bailleur de fonds d'un Etat en quasi faillite économique. Suite au soutien à la coalition anti-terroriste, le président Pervèz Mousharraf a obtenu la levée de toutes les sanctions économiques américaines (qui pesaient sur l'économie du pays depuis les années 90 en raison du soutien à la politique sectaire du taliban afghan et en raison de sa politique nucléaire). Face au renouveau diplomatique avec les Etats-Unis et grâce aux pressions économiques, le Pakistan devrait renoncer au soutien des mouvements séparatistes cachemiris au nom de la lutte contre le terrorisme international. Quoiqu'il en soit, la position de Pervèz Mousharraf n'a jamais été aussi délicate.

La guerre des Etats-Unis contre le terrorisme est une aubaine pour l'Inde qui depuis longtemps pointe du doigt le Pakistan comme principale adjuvant des terroristes indépendantistes cachemiris. Par ce biais, la classe dirigeante indienne tenterait elle aussi de sceller une alliance stratégique avec les Etats-Unis, tout en doutant ouvertement de la bonne volonté du Pakistan à faire cesser le terrorisme au Cachemire (cf. la déclaration du premier ministre indien Atal Behari Vajpayee : «Le Pakistan ne peut pas lutter contre le terrorisme en Afghanistan et l'encourager au Cachemire »). De plus, les relations indo-

américaines se sont renforcées pour faire contrepoids à la Chine dont on connaît l'émancipation économique, menaçante pour les intérêts indiens.

Coté chinois, le 11 septembre a apaisé les relations conflictuelles avec son ennemi indien. En effet, l'Inde et la Chine partagent depuis longtemps la même crainte de l'extrémisme musulman, au Cachemire pour l'Inde, au Xianyang pour la Chine, craintes que le 11 septembre a ravivées. Cette récente embellie diplomatique entre l'Inde et la Chine ne fait pas les affaires du Pakistan pour qui la Chine représente le premier allié de la cause pakistanaise au Cachemire. De plus, la Chine semble avoir pris son parti de la réalité de la puissance indienne en Asie et semble avoir pris ses distances avec le Pakistan depuis la fin de la guerre froide et surtout depuis le renouveau des relations américano-pakistanaises. Le Pakistan se retrouve désormais mis au ban par l'Inde, par l'Afghanistan et, dans une moindre mesure, par la Chine.

En 2003, les relations politiques entre l'Inde et le Pakistan restent rigides malgré une main tendue du premier ministre Behari Vajpayee au Pakistan mais ces deux pays courtisent paradoxalement le même allié, les Etats-Unis. Les nouvelles relations diplomatiques américaines avec les deux belligérants posent les Etats-Unis en nouveau médiateur du conflit cachemiri et pourraient permettre de porter le débat au niveau international, ce à quoi l'Inde se refuse depuis 1971. L'issue du conflit du cachemire semble de plus en plus dépendre de la position diplomatique américaine comme dans bien d'autres régions du monde.

2.3 Les nouveaux enjeux énergétiques et ses conséquences pour le Cachemire

De tous temps, l'énergie est une ressource hautement stratégique qui au cours de l'histoire, a su distribuer les conflits aux grés de sa répartition géographique, c'est aussi vrai pour le Cachemire. Déjà après l'échec russe en Afghanistan dans les années 80, la fin de la guerre froide et l'indépendance retrouvée des républiques d'Asie centrale, les USA jugeront fréquentable le mouvement taliban en Afghanistan, garant selon de la stabilité politique nécessaire à la construction du gazoduc entre le Turkménistan, le Pakistan et l'Asie du sud (par l'intermédiaire de la compagnie UNOCAL). C'est à cette époque que le Cachemire a commencé à ressentir le contre coup de la politique de talibanisation des territoires afghans, une politique soutenue on le sait par le Pakistan et indirectement par les Etats Unis. Mais c'est l'éveil de la Chine et sa gourmandise en énergie qui pèsera

probablement sur le conflit du Cachemire. Côté chinois, les enjeux énergétiques sont dorénavant et déjà énormes. En 2012, la Chine aura doublé sa consommation de pétrole. En 2030, elle sera probablement la première puissance économique du monde (devant les Etats Unis) et le premier ou deuxième consommateur mondial de pétrole brut alors que les 2/3 des réserves mondiales se trouvent dans la péninsule arabique (d'où l'actuel intérêt des USA pour les gisements d'Irak, l'avenir économique des américains se construit aujourd'hui). C'est dans la province chinoise du Xinjiang (qui veut dire « nouvelle frontière » en chinois) que les nouveaux gisements d'énergie fossile s'avèrent être les plus prometteurs en Chine : les gisements pétrolifères d'une part (découvertes dans le bassin du Tarim à Dushanzi, Karamaï, Korla et Urumtsi) et les réserves de charbon d'autre part (mines du Takla-Makan). La croissance de la Chine va provoquer une tension inédite sur le marché mondial de l'énergie fossile, pour le pétrole mais aussi pour le charbon qui couvre pour l'instant les 2/3 des besoins en énergie de la Chine. Ainsi, le développement de la Chine risque fort de transformer la province du Xinjiang en nouveau Far West. Face à ces nouveaux enjeux énergétiques mondiaux, la Chine très consommatrice devra d'ici une dizaine d'années diversifier mais surtout sécuriser ses sources d'approvisionnement en énergie : vu la difficulté qu'ont les Etats Unis à pacifier les futures régions productrices de pétrole (Irak, Asie centrale, l'Arabie Saoudite étant épargnée mais pour combien de temps ?). Les zones sécurisées de production et de distribution de pétrole et de houille du Xinjiang représenteront sûrement une alternative intéressante dans un très proche avenir. L'enjeu du gaz naturel est différent. La Chine détient 5% des réserves mondiales en gaz, la Russie au moins un tiers, et certainement plus avec les nouvelles réserves découvertes en Sibérie. Moscou négocie donc son gaz avec Pékin. Si les accords sont signés, deux gazoducs approvisionneront la Chine par le Nord Est, à partir d'Irkoutsk et de Komsomlosk. Futurs partenaires économiques, la Chine et la Russie voudront aussi faire contrepoids aux intérêts américains en Asie centrale, ce qui risque bien d'être un vecteur de réconciliation entre les deux pays dans les années futures. Le rapprochement d'intérêts économiques communs entre la Chine et la Russie, voire d'une future entente cordiale, ne seront pas non plus sans conséquences sur la géopolitique de l'Asie centrale et le conflit du Cachemire. L'importance stratégique de la province du Xinjiang devient donc de plus en plus importante pour la Chine et pour le monde. Pour y accroître son contrôle, la Chine encourage une immigration massive (tout comme au Tibet) vers ce territoire désertique au détriment d'une population autochtone, les Ouïgours muselés face aux Hans désormais majoritaires.

Ainsi, la Chine assure son avenir en défendant ses intérêts économiques et en contrôlant efficacement les masses. Quelles seront les réponses indiennes au nouveau poids politique de la Chine en Asie ? Dans ces conditions, on comprend mieux l'aspect géostratégique vital que représente les petits 37500 km² du plateau désolé d'Aksai Chin, des plateaux de Soda et Lingzi Chin sur lesquels est construite la route qui relie Lhassa à Kashgar, sensible et vital pour relier les provinces administratives de l'ouest chinois au lointain et précieux Xinjiang. On voit donc mal comment la Chine pourrait engager d'éventuelles négociations avec l'Inde à propos de ce territoire, ce qu'elle s'est toujours refusée à faire d'ailleurs. On peut aussi se demander si l'éveil de la Chine s'accompagnera d'un processus démocratique, dans ce pays dictatorial connu pour son intransigeance sur la question des limites de son énorme territoire.

2.3.1 Vers une lutte de civilisation ou une réconciliation sous-continentale ?

Pour tenter de prédire dans quel monde nous sommes entrés après la disparition de l'Union soviétique et la fin de la guerre froide, le professeur américain Samuel Huntington, dans un article publié en 1993, affirmait : « Mon hypothèse est que dans ce nouveau monde, les conflits n'auront pas essentiellement pour origine l'idéologie ou l'économie. Les grandes causes de division de l'humanité et les principales sources de conflits seront culturelles. Les Etats nations continueront à jouer le premier rôle dans les affaires internationales, mais les principaux conflits politiques mondiaux mettront aux prises des nations et des groupes appartenant à des civilisations différentes. Le choc des civilisations dominera la politique mondiale. Les lignes de fractures entre civilisations seront les lignes de front de l'avenir ». Ainsi, le Cachemire étant à la croisée des chemins des civilisations indiennes, orientales, occidentales et chinoises, le conflit ne manquerait pas d'avenir. La république islamique du Pakistan et son fondamentalisme religieux, gardien de sa stabilité politique, s'oppose naturellement à la laïcité indienne, à son attachement au multiculturalisme, ciment de son union. Le conflit du Cachemire n'est donc pas seulement un conflit territorial mais est aussi un conflit éthico politique entre un monde musulman emprunt d'un certain archaïsme, face aux voies qu'a choisies l'Inde, première démocratie du monde dont les valeurs pleinement reconnues par l'Occident nimbent ses échanges économiques, politiques et culturels résolument tournés vers l'avenir et le progrès. Nul doute que le conflit du Cachemire est de plus en plus un boulet pour l'Inde dont le rayonnement économique et le modèle démocratique est appelé à croître dans le monde, ce qui laisse des perspectives de règlement du conflit. De plus, la

mésentente entre le Pakistan et l'Inde s'enracine dans un malentendu de départ. Avant la partition, le Pakistan était un concept, le rêve d'Ali Jinnah qui eut l'intuition que les musulmans du sous-continent méritaient une patrie pour eux seuls. La lutte d'indépendance antibritannique fut animée par cette volonté de créer 2 entités, théorie basée sur la seule différence religieuse. Mais les racines de l'Inde et du Pakistan se confondent dans une similarité subcontinentale. Le Pakistan est, tout comme l'Inde, issue du regroupement d'ethnies d'origines très diverses dont le seul lien politique et spirituel est la religion musulmane. Lorsque le Président Pervèz Mousharraf a soutenu l'écrasement du taliban par la coalition, les manifestations pour le soutien des talibans ont été étonnement peu énergiques. La population pakistanaise, déçue par l'extrémisme du taliban, semblerait finalement peu encline à défendre le sectarisme musulman. L'invasion de l'Afghanistan par la coalition qui a mis en échec 23 ans de politique pro afghane, le rapprochement de l'Inde et de la Chine, les faiblesses économiques du Pakistan face à l'Inde, isolent toujours un peu plus le Pakistan, dont le seul salut est de renforcer davantage son partenariat avec l'Amérique. Le Pakistan est un territoire charnière qui, après s'être tourné vers l'Est et ses frères musulmans, n'aura peut-être pas d'autres choix que de saisir la main tendue de l'Inde qui n'a toujours pas accepté « la théorie des deux nations » depuis la partition en 1947. La sortie du conflit repose peut-être sur la reconnaissance de l'identité commune de ces deux frères ennemis que le jeu des alliances stratégiques peut séparer pour toujours.

2.3.2 L'autonomie et la dévolution du pouvoir comme projet politique

Seul un projet politique visant à rendre au Jammu et Cachemire une forme d'autonomie très poussée serait en mesure de ramener les cachemiris dans le giron de l'Union indienne. Le PDP a inscrit à son programme le retour à la situation d'avant 1953. Mais cette perspective se heurte à l'opposition des minorités du Jammu et du Ladakh pour lesquelles plus d'autonomie pour l'état signifie une subordination accrue à la majorité musulmane d'origine cachemirienne. La meilleure façon de lever cette hypothèque serait de remettre aux provinces en question la gestion de leurs affaires à travers une décentralisation très poussée. Le gouvernement de Mufti Mohammed Sayeed a abordé la question du rééquilibrage des relations entre les trois entités qui composent l'Etat de manière directe, à travers la réforme du Ladakh Autonomous Hill Development Council. L'accord entre le Président pakistanais, Pervez Mousharraf et le nouveau Premier ministre indien, Manmohan Singh, en faveur d'une poursuite des discussions sur tous les

contentieux, dont le Cachemire, est source d'optimisme et d'apaisement des tensions en Asie du Sud. Mettre fin à des décennies de conflit exige cependant davantage de la part des deux protagonistes pour traiter les griefs, gérer l'héritage d'un demi-siècle et renoncer à la tentation de vouloir tout régler à la fois. Ils doivent encourager toute forme de contact bilatéral et améliorer la vie des Cachemiris, qui ont enduré le pire du conflit. Le dialogue devra être étendu au-delà des cercles du pouvoir pour offrir à la paix une véritable assise populaire.

CONCLUSION

A ce stade, toute proposition de ce type souffrirait certainement d'un rejet de la part des deux parties. Les tentatives précédentes pour parvenir à un accord ont toutes échoué, souvent à l'issue de sommets très denses. Il est donc essentiel que les efforts actuels soient organisés de manière à les rendre plus pérennes et moins exposés aux perturbations des extrémistes ou de la violence. De nombreuses pistes sont suggérées pour savoir comment procéder et comment améliorer le quotidien des habitants du Cachemire. Les principaux axes sont esquissés ci-dessous.

Cinq formats de dialogue sont nécessaires pour avancer vers une paix durable:

Dialogue sur la normalisation des relations. Déjà amorcé, il devra cependant s'intéresser aux voies permettant de réduire les risques de conflit et développer des mesures pour rétablir la confiance. Les précédentes ont généralement échoué et auraient besoin d'être revitalisées tandis que de nouveaux liens susceptibles de réduire les risques de conflit devraient être établis. Un tissu plus large de contacts économiques, sociaux, sportifs et de diplomatie parallèle ("Track II") devrait être mis en place.

Dialogue avec le Cachemire. Les relations entre le gouvernement fédéral à New Dehli et les autorités à Srinagar se sont certes améliorées mais il conviendrait de faire plus. Il faut une relance du débat sur l'article 370 de la constitution qui accordait au Cachemire un haut degré d'autonomie, il faut un engagement en faveur d'un cessez-le-feu et une volonté de suivi à l'aide de politiques destinées à améliorer la sécurité, les Droits de l'Homme et la richesse économique dans la province. Les rapports du Pakistan avec Muzaffarabad et la zone du Cachemire sous son contrôle devront également être

réévalués: le Pakistan devrait y autoriser des élections libres et y restreindre le rôle des forces de sécurité. Il devrait aussi aborder la question des changements constitutionnels et juridiques qui mettent à mal la gestion de la région.

Dialogue au sein de chaque pays. Tant l'Inde que le Pakistan doit faire davantage pour ouvrir la discussion chez eux sur la normalisation et le Cachemire. Les débats parlementaires devraient être maintenus au-delà des périodes de crise, et les deux gouvernements devraient énoncer clairement les dividendes économiques et sociaux de la paix. L'Inde devra reconnaître l'utilité d'un plus grand rôle international en favorisant la paix et des progrès dans les conditions de vie au Cachemire. Le Pakistan devra finir par tenir ses promesses répétées et cesser de soutenir les extrémistes recourant à la violence au Cachemire et stopper les infiltrations par delà la Ligne de Contrôle.

Dialogue au Cachemire. La société cachemirienne est aujourd'hui très divisée. Il s'agit d'intensifier les efforts afin de raccommoder les trois groupes religieux (musulman, hindou et bouddhiste), de réduire l'écart entre les zones rurales et urbaines, et de traiter la question des personnes déplacées.

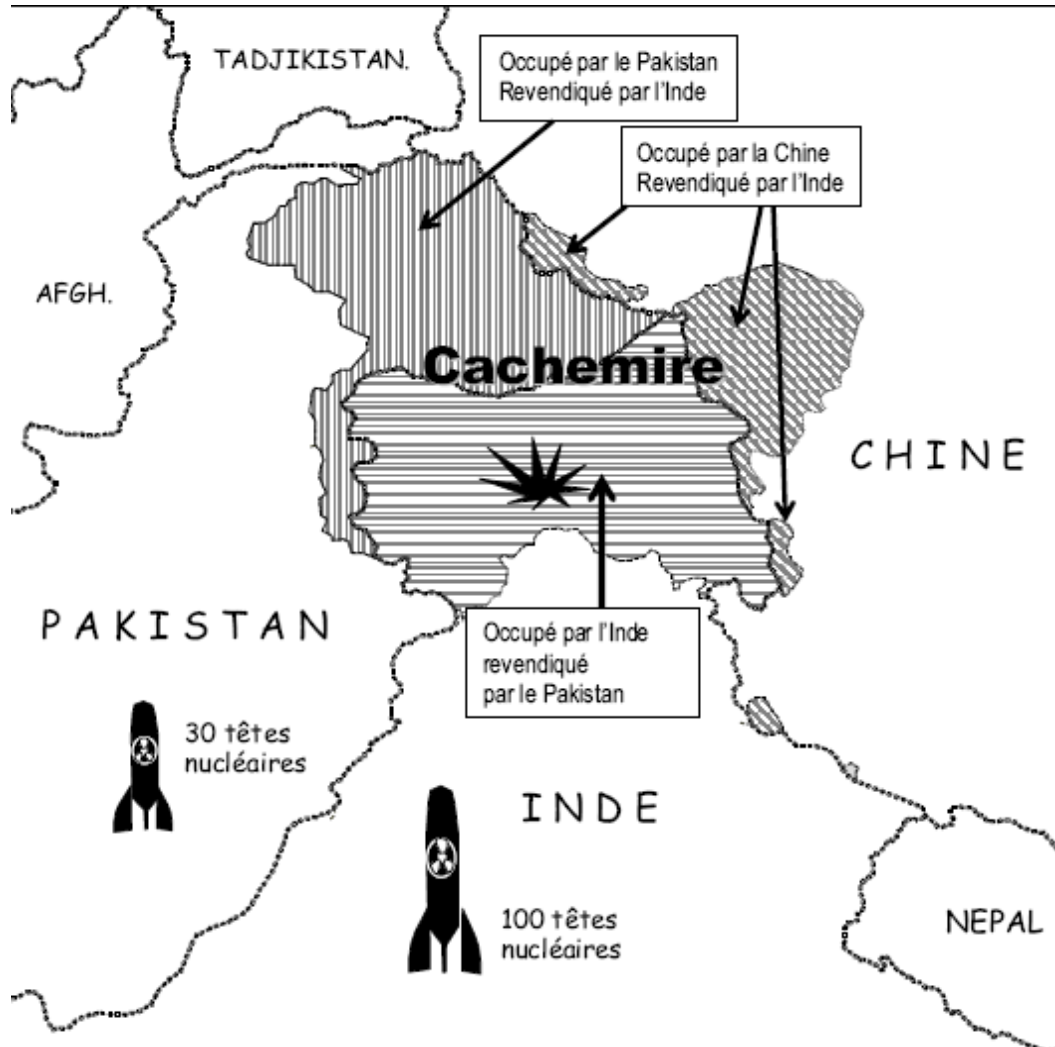
Dialogue de part et d'autre de la Ligne de Contrôle. Le réchauffement des relations entre l'Inde et le Pakistan conduira éventuellement à de meilleurs contacts entre les Cachemiris situés de part et d'autre de la Ligne de Contrôle. Les deux protagonistes devraient autoriser l'établissement d'une matrice de contacts plus large et s'abstenir d'entreprendre quoique ce soit qui puisse nuire à un futur dialogue.

Toute discussion sur ces questions sera litigieuse mais salutaire afin que la relation entre l'Inde et le Pakistan atteigne un seuil qui la mette à l'abri des perturbations qui, en 1999 et 2002, les avaient pratiquement conduit à la guerre. Le Cachemire a été marqué à jamais par plus d'une décennie de conflit. Au-delà des nécessaires discussions d'ordre politique, il y a beaucoup à faire pour réparer le tissu social de façon à réduire l'extrémisme et à redonner espoir en l'avenir. L'appel du ancien chef du gouvernement, Mufti Mohammed Sayeed, en faveur d'une "cicatrisation" doit être appuyé par une action fédérale et locale concertée afin de stimuler l'économie, relancer le tourisme, améliorer les Droits de l'Homme et la sécurité, réduire les abus perpétrés par les terroristes et venir en aide aux nombreuses victimes du conflit. Tous les secteurs de la gouvernance à l'éducation et à la santé requièrent des fonds et des politiques inventives. Mettre fin au conflit en Asie du

Sud repose essentiellement sur l'Inde et le Pakistan, mais une attitude internationale positive, soutenue et réceptive est également requise. New Delhi a rejeté la médiation directe ou un rôle majeur de l'ONU, mais le gouvernement indien devrait reconnaître l'utilité d'une assistance post-conflit. Les États-Unis ont joué un rôle clé en désamorçant le conflit mais encore faut-il qu'ils développent des perspectives politiques à long terme pour empêcher les crises d'exploser. L'Union Européenne (UE) devrait faire de l'Asie du Sud une priorité et être plus encline à y jouer un rôle actif en promouvant l'intégration économique et sociale ainsi que la démocratie au Pakistan. La tentative de processus en cours aujourd'hui n'est pas à l'abri de faux-pas qui pourraient la faire dérailler. L'Inde et le Pakistan doivent convenir que le dialogue n'aboutira que s'il est graduel, soutenu et conduit pour l'essentiel hors du regard des médias. Ils devraient résister à la tentation de précipiter les négociations sur les points litigieux et opter plutôt pour une normalisation progressive des relations. Des mesures supplémentaires et modestes pour rétablir la confiance, notamment rehausser les liens commerciaux, seraient de nature à renforcer les acteurs domestiques et à en inciter d'autres, ainsi qu'à générer un climat favorable à des négociations sur le Cachemire.

ANNEXE 1

CACHEMIRE



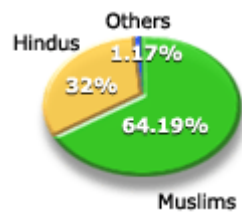
ANNEXE 2

LA CRISE DE KARGIL

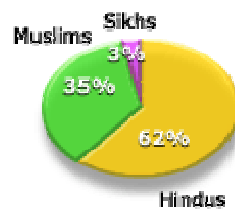


ANNEXE 3

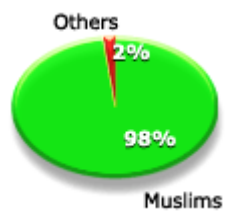
Composition Ethnique: J&K



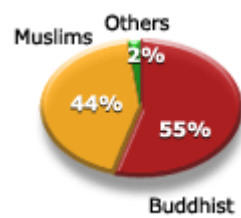
Jammu Région



Cachemire



Ladakh



ANNEXE 4

LA CHINE FACE A L'ISLAM ET L'ENJEU DU CACHEMIRE



Bibliographie

Ouvrages en français

REYNOLDS Nathalène, *Le Cachemire dans le conflit indo-pakistanaï (1947-2004)*, Paris, L'Harmattan, 2005.

RACINE Jean-Luc, *Cachemire : Au péril de la guerre*, Paris, Autrement, 2002

KOTRU M L, *L'Histoire du Cachemire*, New Delhi, Ministre des affaires étrangères, 2000

Ouvrages en anglais

ABDULLAH Sheikh Mohammed, *Flames of the Chinar*, New Delhi, Viking, 1993

JAGMOHAN, *My frozen turbulence in Kashmir*, New Delhi, UBS Publishers, 1991

JHA Prem Shankar, *Kashmir 1947, Rival versions of history*, Delhi, Oxford University press, 1998

KAUL BM Lt Gen (Retd), *Confrontation with Pakistan*, Delhi, Vikas publications, 1971

LAMB Alastair, *Kashmir: a disputed legacy 1846-1990*, Karachi, Oxford University Press, 1992

MOHAN Sulakshan Major (Retd), *Kashmir, Is there a solution*, Delhi, Indian Publishers, 2000

SINGH Jasjit, *Kargil 1999: Pakistan's fourth war for Kashmir*, New Delhi, Knowledge World, 1999

SCHOFIELD Victoria, *Kashmir in the Crossfire*, New Delhi, Viva Books, 1997

The Kargil Review Committee Report, *From surprise to reckoning*, New Delhi, Sage Publications, 1999

Table des matières

Introduction	4
Partie 1 : Le problème du Cachemire	6
1.1 L'histoire du Cachemire	6
1.1.1 La géographie du Cachemire	8
1.1.2 L'économie du Cachemire	8
1.2 Présentation du conflit	9
1.2.1 Détail des événements	10
1.2.2 La menace nucléaire	14
1.2.3 La crise de Kargil	14
1.3 Les causes du conflit	15
1.3.1 La géographie comme une cause	15
1.3.2 Trois stratégies nationales autour du Cachemire	17
Partie 2 : Les solutions du problème et l'avenir	19
2.1 Les solutions possibles	19
2.1.1 La LoC comme de Frontière Internationale	19
2.1.2 La trifurcation de J&K	19
2.1.3 Revenir à la situation d'avant 1953	19
2.1.4 La solution JKLF	20
2.1.5 La solution Andorre	21
2.2 Le conflit afghan et l'avenir du Cachemire	21
2.2.1 Prospective pour l'avenir du triangle Etats-Unis /Inde/Pakistan	23
2.2.2 La nouvelle donne américaine	23
2.3 Les nouveaux enjeux énergétiques et ses conséquences pour le Cachemire	25
	37

2.3.1	Vers une lutte de civilisation ou une réconciliation sous-continentale ?	27
2.3.2	L'autonomie et la dévolution du pouvoir comme projet politique	28
	Conclusion	29
	Annexes	
	Annexe 1: Cachemire	
	Annexe 2: La crise de Kargil	
	Annexe 3: La composition ethnique	
	Annexe 4: La Chine face à l'Islam et l'enjeu de Cachemire	